



Symposium PSDR4

Transitions pour le développement des territoires

Connaissances et pratiques innovantes pour des modèles agricoles, alimentaires et forestiers résilients

Angers, 28-30 Octobre 2020

Proposition de communication

Le territoire et ses enjeux dans le programme ASTRAL (Acteurs et Services écosystémiques des Territoires RurAux Lorrains)

Enracinements et pollinisations

(Deshayes Jean-Luc, Gouju Alissia)

Coordonnées précises du ou des auteurs (en précisant le correspondant) :

Jean-Luc DESHAYES, correspondant PU Sociologie, Université de Tours, CITERES/COST, UMR 7324, 2L2S, Université de Lorraine.

Jean-luc.deshayes@univ-tours.fr

Alissia Gouju, doctorante en sociologie, Université de Lorraine, 2L2S.

Alissia.gouju@univ-lorraine.fr

Référence à la (aux) région(s) et au(x) Projet(s) PSDR (éventuelle) :

PSDR 4

ASTRAL, Programme PSDR et Région(s) concernée(s) : Grand Est

Référence à la thématique visée :

7 Innovations méthodologiques dans la recherche pour le développement territorial

9 Renouveau des enjeux et modalités d'intervention publique pour le développement régional et territorial

Résumé

L'une des conclusions du programme ASTRAL est que les services (éco-systémiques) ne devraient pas être pensés sans tenir compte du local, de ses dynamiques sociales et de son histoire politique et économique. Cette communication se propose de réfléchir à la manière dont la dimension territoriale a été prise en compte dans les objectifs et la mise en œuvre du programme de recherche au croisement des sciences sociales et des sciences biotechniques. Trois dimensions seront développées.

1 La première concerne l'évaluation du territoire de production et de gouvernance des services écosystémiques. Dans le programme, il s'agit de réfléchir à la plus-value d'études locales, d'affinage de grain, de comparaisons pour améliorer les rapports gains/coûts dans les décisions. Comment les maximiser, les optimiser, arriver au meilleur compromis de services à l'échelle d'un territoire par une combinaison d'objets, de paysages, d'occupations des sols ? Ceci suppose de faire un état des lieux, de voir comment on en est arrivé à cette répartition spatiale, de faire un calcul pour chaque service mais surtout de prendre en compte des interactions de mailles variables en fonction des objets et des services étudiés (avec plusieurs échelles spatiales et temporelles).

Comment les chercheurs ont-ils alors intégré la complexification supplémentaire que constitue l'inscription sociétale nécessaire des questions soulevées ?

2 La seconde réflexion est issue des études de cas du projet qui ont concerné trois territoires d'action (« *Délaissés industriels* » dans la vallée de l'Orne en attente de projet de réaménagement viable, « *Coteaux* » sur les côtes de Moselle avec des initiatives de reconquête de paysages, « *Plaines de polyculture-élevage* » dans la vallée de la Seille avec réurbanisation et développement de projets d'agriculture biologique). Leur choix a été raisonné en fonction des questionnements des équipes de recherche et des dynamiques d'acteurs et d'usages des sols en cours pour produire une analyse réflexive sur les réalités sociales et économiques des espaces ruraux concernés.

Comment les différentes grilles de lecture ont-elles intégré le mouvement permanent de rencontre entre des contraintes à distance et des morphologies sociales historiquement constituées qui définissent ces espaces sociaux localisés¹ ?

3 Le dernier élément concerne le rapport au territoire et au terrain des chercheurs. L'un des objectifs était de comparer les manières de pratiquer, les outils, les méthodologies des différentes sciences sociales (sociologie, sciences de gestion, géographie...) présentes dans le programme et de repérer avec les sciences biotechniques des objets plus circonscrits qui permettraient de tirer des fils et de faire jouer et de croiser les regards. Quels ont été les réseaux mobilisés (institutionnels, informels, de connaissance avec leurs effets boule de neige ? Comment ont été sélectionnés les enquêtés, « habitants », « opérateurs publics », agriculteurs qui acceptent les tests ? Quelles ont été les méthodes mises en œuvre (observation participante ou non, entretiens semi-directifs) avec leurs risques de normativité (paysagère, écologique) et d'imposition de catégories ? L'ensemble produit-il une clé d'entrée pour une augmentation de l'intelligence collective sur le territoire en éclairant certains apports de manière que les acteurs s'en saisissent éventuellement ?

